



NPA
NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

CTR
Renault
Rueil

l'étincelle

pour la construction d'un parti des travailleurs communiste révolutionnaire

Contact : ecrire@npa2009.org
Consulter : <http://www.npa-auto-critique.org/>

Contact : cr@convergencesrevolutionnaires.org

Lundi 11 mars 2013

Retraites : comme un air de déjà-vu

La ministre des affaires sociales, Marisol Touraine, a prévenu dimanche dernier : des « efforts » seront demandés « à tous les Français ». Un air connu. Revoilà le conseil d'orientation des retraites (l'effrayant COR !) qui sort du bois pour simuler un déficit terrible... en 2020 ! Et qui propose les « pistes » habituelles : nous faire travailler plus longtemps, augmenter les cotisations et baisser nos pensions.

De leur côté, le Medef et les directions syndicales, les « partenaires sociaux », qui décidément s'entendent comme larrons en foire, devraient annoncer cette semaine un accord sur les retraites complémentaires : elles ne seront tout bonnement plus indexées sur l'inflation !

Un gouvernement au service des patrons

Si rien n'est fait, le déficit des caisses de retraite sera de 20 milliards en 2017, nous disent les « experts » appointés par le gouvernement. 20 milliards ! Soit le montant du crédit d'impôts aux entreprises voté en décembre dernier par l'assemblée nationale socialiste... Une goutte d'eau dans l'océan des subventions, des niches fiscales et des commandes d'Etat qui enrichissent toujours plus les grands groupes. Sans même parler des multiples exonérations de charges patronales qui à elles seules expliquent l'intégralité du « trou de la sécu ».

Pourtant, même dans la crise, le patronat est loin d'être à l'article de la mort. En témoignent les profits des entreprises du CAC 40, publiés cette semaine. Les « réserves de cash » des multinationales atteignent des records historiques : Total, à lui seul, est assis sur un tas d'or de 18 milliards d'euros, immédiatement disponible.

Mais, toute honte bue, le gouvernement n'hésite pas à faire les poches aux salariés et aux retraités pour combler les trous creusés par sa politique d'aide aux plus fortunés.

Retour vers le futur

Les ministres et autres ténors socialistes, reprennent les vieux disques rayés... de Sarkozy, qui avait déjà commis une énième réforme contre les retraites en 2010. L'espérance de vie augmente, ma bonne dame, il faut donc travailler plus. Et cotiser plus. Et gagner moins, à la retraite comme dans la vie active.

Mais que pèse l'augmentation de l'espérance de vie, de quelques mois toutes les décennies, par rapport à l'explosion du chômage qui atteint 10,6% de la population active et réduit d'autant le nombre

des cotisants qui alimentent les caisses de retraite ? A qui la faute, sinon aux patrons qui licencient massivement et vident des usines entières comme celle de PSA à Aulnay-sous-Bois ou de Goodyear à Amiens-Nord ?

Le chômage fait aussi pression sur ceux qui ont un emploi, en les poussant à accepter des salaires de plus en plus bas. Un chantage patronal qui prend aujourd'hui le nom d'« accord compétitivité-emploi » et que les socialistes souhaitent inscrire dans la loi. Un nouveau manque à gagner pour les caisses de retraite, puisque les cotisations sont proportionnelles aux salaires.

Sauvons-nous nous-mêmes !

Interdiction des licenciements, partage du travail entre tous jusqu'à l'extinction du chômage, augmentation des salaires de 300 euros par mois, voilà les mesures qui peuvent réellement « sauver les retraites ». Ce sont donc les ouvriers de PSA, en grève depuis huit semaines pour garder leur emploi, ou ceux de Goodyear, qui font le véritable « effort » pour sortir de l'ornière de l'austérité généralisée. Et c'est Valls qui leur envoie les CRS.

Licenciements, précarité, chantage patronal, et maintenant les retraites. La boucle est bouclée. Au moins, les choses sont claires. Face au patronat et au gouvernement, pour stopper cette politique d'appauvrissement généralisé, il va falloir s'y mettre tous ensemble.

- **Interdiction des licenciements et des suppressions de postes !**

- **Pas touche à nos retraites !**

Retraités, salariés, chômeurs, même combat contre le gouvernement et les patrons casseurs d'usines et tueurs d'emplois !

Ingénierie : non à l'externalisation !

Outre les 2000 suppressions de postes prévues dans l'ingénierie, l'accord de compétitivité prévoit le transfert à des prestataires des « activités d'ingénierie non cœur de métier correspondant à l'équivalent de l'activité de 1 000 personnes. » Secteurs visés : conception détaillée, développement après les phases d'architecture générale ou encore validation des sous-systèmes. Le projet doit passer à un CCE sur l'ingénierie en avril.

Dans ce plan de 8 260 suppression d'emplois qu'a prévu Renault, les centres techniques sont directement visés. Un plan contre lequel nous aurons à lutter tous ensemble.

Des syndicalistes du stylo bille

Après la CFE-CGC et FO, c'est maintenant la CFDT qui vient d'annoncer qu'elle signera l'accord de compétitivité. Et voilà tous ces responsables syndicaux d'accord pour la suppression de 8 260 emplois, l'allongement de 6,5 % du temps de travail, la récupération de jours de RTT par le transfert du CEF, et le gel des salaires pour 3 ans. Grâce à tout ça, Renault compte faire 400 millions d'économies par an.

Le gouvernement s'en félicite, lui qui cherche à transformer en loi l'Accord National Interprofessionnel (ANI) censé imposer des sacrifices aux travailleurs et faciliter les licenciements. Mais ce n'est pas parce qu'un accord est signé par quelques syndicats que, nous, les travailleurs, devrions accepter les sacrifices qu'il veut nous imposer.

Rueil : une fermeture au ralenti ?

Progressivement, certains bureaux se vident sur le site. La semaine dernière c'est un service entier d'une dizaine de personnes (MAP-MECA) qui est parti à Lardy sans faire de bruit. La direction essaierait-elle de diminuer les effectifs pour mieux faire passer la fermeture ?

Derichebourg : le prix de la compétitivité Renault

Comme pour le contrat de nettoyage de la mairie de Paris, Derichebourg cherche à gagner l'appel d'offre Renault par tous les moyens, avec la bénédiction des acheteurs Renault. La méthode Derichebourg est connue : à Paris, en plus des « cadeaux Delanoë », ils ont augmenté les zones de nettoyages et baissé les effectifs. Tout en accentuant les horaires de travail sans changer les salaires. Chez Renault, l'objectif est le même. Voilà le vrai prix de la compétitivité : à nous de le refuser en bloc.

Quel que soit le nouveau patron, il faut exiger qu'il n'y ait aucune suppression de poste.

PSA au cœur du patronat

Vendredi, 150 salariés de PSA sont entrés dans le sanctuaire du patronat vendredi. Le siège de la plus puissante branche du Medef, l'Union de l'Industrie et des Métiers de la Métallurgie (UIMM), avenue Wagram, a vu ses premiers ouvriers. Son directeur, Frédéric Saint-Geours, qui se présente à la présidence du Medef, est aussi numéro trois de PSA, qui refuse d'écouter les travailleurs d'Aulnay. Les grévistes font pression, tour à tour, sur le gouvernement et les patrons.

Et ils cherchent à étendre leur mouvement : de Lear à DMI, d'air France à Renault Guyancourt, on les retrouve sur tous les fronts. Avec le froid qui revient, espérons que leur boule de neige se transformera en avalanche.

Le roi Lear et le roi Lion

Le 20 février, les grévistes d'Aulnay étaient plus de 200 à aller à la rencontre des grévistes de Lear, eux aussi touchés par les licenciements. Le lendemain, Lear proposait donc le paiement des heures de grève, la levée des sanctions et l'ouverture de négociations sur 75 000 € de prime plancher lors des départs, en échange de la reprise du travail. Il a suffi que les grévistes de Lear aient le soutien de ceux de Citroën pour les directions de Lear et PSA prennent peur, et commencent à céder.

Soutenons les grévistes de Citroën

Depuis, les PSA sont aussi allés au Technocentre Guyancourt jeudi dernier. Pourquoi ne pas les soutenir à Rueil nous aussi ? On a exactement le même combat à mener contre la fermeture, les suppressions de poste, le gel des salaires et les patrons qui continuent à empocher leurs profits.

Goodyear à Rueil, le retour

Jeudi dernier, les travailleurs de Goodyear ont à nouveau manifesté au siège de Rueil Malmaison, où ils ont du affronter les forces de l'ordre. Un exemple de combattivité dont tous les travailleurs peuvent s'inspirer.

Les Conti, trois ans après : toujours combattifs

Mardi 23 février, 400 licenciés de l'usine Continental Clairoux manifestaient à nouveau à la réouverture d'un procès devant les Prud'hommes. Le tribunal administratif d'Amiens a constaté que jamais Continental n'avait eu de difficultés économiques réelles.

Les Conti réclament à leur patron qu'il rende ce qu'il a volé et les dégâts provoqués par le licenciement de 1 113 salariés, dont un bon nombre n'ont toujours pas retrouvé d'emploi.